

---

**COORDONNATEUR SECURITE : MAITRE D'OUVRAGE :**

**PMM - Agence Rhône-Alpes**  
ZI LA RIZE 3, avenue Karl Marx  
69120 VAULX-EN-VELIN

**BUREAU DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT - MINISTERE DE L'INTERIEUR**  
20 rue de l'Espérance  
69003 LYON

---

# D.I.U.O

(Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage)

---

## Extension et Réhabilitation PGHM

**69 Rue La Mollard**  
**74400 CHAMONIX**

---

Mises à jour et compléments		CHRONO : N° 2586-4
INDICES	DATES	DESIGNATIONS
INDICE 1	07/04/2024	Elaboration du DIUO

# SOMMAIRE

Préambule .....	3
Composition .....	3
Contenu du DIUO .....	3
Limites .....	3
Conditions de transmission .....	3
<b>1 // Clauses générales .....</b>	<b>5</b>
1.1 Limites de la mission du coordonnateur sécurité .....	5
1.2 Principe de l'élaboration du dossier d'intervention sur l'ouvrage .....	5
1.3 Recommandations générales pour les interventions ultérieures .....	6
<b>2 // Clauses particulières .....</b>	<b>8</b>
2.1 Renseignements d'ordre administratif: .....	8
2.1.1 Présentation de l'ouvrage .....	8
2.1.2 Présentation des intervenants .....	10
2.1.3 Mesures générales de prévention .....	12
2.2 Inventaire des interventions ultérieures .....	17
<b>3 // Fiches d'interventions ultérieures .....</b>	<b>18</b>

# Préambule

## Composition

Titre 1 : Clauses générales, décrit les mesures générales de la réglementation

Titre 2 : Clauses particulières, décrit les mesures spécifiques à l'ouvrage

## Contenu du DIUO

Le DIUO traite des interventions normalement prévisibles, et rassemble sous bordereau, tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Il comporte les dispositions prises notamment (article R. 4211-3 du code du travail) :

- pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R. 4214-2 du code du travail
- pour l'accès en couverture et notamment : les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ; les possibilités de mise en place rapide de garde-corps rigides définitifs pour les interventions importantes ; les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- pour faciliter l'entretien des façades et notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, notamment pour : le ravalement des halls de grande hauteur ; les accès aux machineries d'ascenseurs ; les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire utilisé en vide technique ; les accès en combles.

Ce dossier indique, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les installations sanitaires, les vestiaires collectifs et les locaux de restauration pouvant être mis à disposition du personnel des entreprises extérieures (en application de l'article R. 4513-8 du code du travail concernant les travaux effectués par une entreprise extérieure).

## Limites

Ce dossier ne concerne pas les risques induits par la destination, l'utilisation ou l'exploitation de l'ouvrage qui doivent cependant être intégrés à la conception (modes opératoires liés au process), ni de la prévention des risques liés à la définition des modes opératoires relevant de la seule autorité du chef d'établissement.

À titre d'exemple, il ne traite pas :

- de l'entretien des sols et opérations de nettoyage, à l'exception des surfaces vitrées ;
- des procédures de protection des biens ;
- des contrôles d'accès ;
- de l'entretien des process, outils, machines et appareillage ;
- des équipements complémentaires acquis par l'exploitant pour faciliter la vie de l'établissement. Ce dossier n'est pas un guide réglementaire relatif à l'exploitation de l'ouvrage.

En cas de modifications ou de transformations après livraison de l'ouvrage, le dossier doit être mis à jour.

**Les mesures de prévention préconisées par le coordonnateur SPS lors de l'établissement du DIUO doivent servir de base de réflexion et être complétées par l'analyse des risques lors de l'élaboration de plans de prévention préalablement à l'intervention d'entreprises extérieures (EE) ou de consignes données à son propre personnel par le chef d'établissement.**

**Périodicité des interventions :** Les périodicités des interventions indiquées sur les fiches sont données à titre indicatif, elles seront susceptibles de varier en fonction de la vie de l'ouvrage. Certaines données sont extraites de l'ouvrage « La maintenance des bâtiments », de J.R Albano, (Éditions du Moniteur 2 édition 2005).

## Conditions de transmission

**Par le coordonnateur SPS chargé de la phase conception de l'ouvrage au coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation des travaux** (art. R. 4532-96 du code du travail) :

Le D.I.U.O. est constitué dès la phase Conception de l'ouvrage par le Coordonnateur qui en a la responsabilité et transmis au Coordonnateur chargé de la phase de réalisation des travaux lorsque celui-ci est différent : cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

**Par le coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation au maître d'ouvrage** (art. R. 4532-97 du code du travail) :

Le D.I.U.O. sur l'ouvrage est remis au Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur en fonction lors de la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

**En cas de mutation de l'ouvrage** (art. R. 4532-97 du code du travail) :

Le D.I.U.O. est joint aux actes notariés établis à chaque mutation de l'ouvrage. Dans le cas d'une copropriété, un exemplaire du

dossier est également remis au syndic de l'immeuble.

**Pour toute nouvelle opération** (art. R. 4532-98 du code du travail) :

Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un Coordonnateur SPS est requis, un exemplaire du D.I.U.O. est remis au Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage.

Le Coordonnateur SPS apporte au D.I.U.O. les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux.

Les dispositions en matière de transmission prévues aux articles R. 4532 -96 à R. 4532-98 du code du travail s'appliquent au dossier mis à jour.

# 1 // Clauses générales

La loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 impose au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur de Sécurité la prise en compte des principes généraux de prévention pendant toute la phase de la conception et de la réalisation de l'ouvrage, de façon à assurer la sécurité collective des intervenants pour prévenir les risques liés à la maintenance de l'ouvrage.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage a pour objectif essentiel de faciliter les interventions d'entretien et s'attachera à définir les dispositions à prendre et les moyens de prévention à mettre en œuvre.

En outre, ce dossier sera utile aux concepteurs qui seront appelés à modifier, transformer ou démolir une partie de l'ouvrage.

Toutes ces modifications ou transformations devront donner lieu à une mise à jour ou à une nouvelle rédaction du dossier en fonction de l'importance des transformations, correspondant au nouvel état de l'ouvrage.

Ce dossier ne concerne pas la prévention des risques propres à l'exploitation courante, proprement dite de l'ouvrage.

NOTA :

L'existence du D.I.U.O. n'exonère pas les intervenants de leurs obligations créées par les lois et règlements d'ordre public en vigueur au moment des travaux d'entretien, notamment le décret 92-158 du 20 février 1992 relatif aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure et la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 sur les chantiers mobiles ou temporaires ainsi que de faire les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.)

## **Mises à jour du document**

Toutes modifications apportées à l'ouvrage, ultérieurement, devront être indiquées par le Maître de l'Ouvrage ou ses représentants, sur ce présent document en s'attachant plus particulièrement aux incidences qu'elles pourraient avoir sur les mesures de prévention définies au chapitre 3.

Cette actualisation devra impérativement faire l'objet d'un nouvel indice ou d'une nouvelle refonte du document, précisant la date, le rédacteur de la modification ainsi que la nature des éléments modifiés et/ou complétés.

Le dossier d'interventions ultérieures devra être transmis au Maître d'Œuvre pour chaque modification apportée à l'ouvrage initial, ainsi qu'au futur Coordonnateur Sécurité conception s'il existe. Le dossier sera au dernier indice à cette date, et devra automatiquement être mis à jour par ses destinataires en cas de modifications.

## **1.1 Limites de la mission du coordonnateur sécurité**

L'examen des documents porte sur l'intégration des Principes Généraux de Prévention dans le projet, tels que définis dans le chapitre 2 de l'article L4121-2 du Code du Travail.

Cette intégration doit permettre la prise en compte de la Sécurité et de la Protection de la Santé dans :

- les choix techniques,
- le mode d'exécution de l'ouvrage,
- la proximité du site voisin,
- les interventions d'entretien ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Notons que la mission du coordonnateur sécurité est restreinte aux dispositions relatives aux travaux précédemment décrits.

## **1.2 Principe de l'élaboration du dossier d'intervention sur l'ouvrage**

Dès la phase de conception de l'ouvrage, des moyens d'intervention doivent être prévus et intégrés de façon à assurer la sécurité collective des intervenants conformément aux principes généraux de prévention suivants :

- Éviter les risques
- Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- Combattre les risques à la source
- Tenir compte de l'évolution de la technique
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou, par ce qui est moins dangereux
- Planifier la prévention en y intégrant la technique, l'organisation, les conditions de travail, les relations sociales et les facteurs ambiants
- Prendre des mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles

Pour cela, le Dossier d'Intervention Ulérieure doit être constitué par le coordonnateur à partir des données et prévisions établies par les concepteurs au fur et à mesure de l'étude et l'élaboration du projet, en analysant les risques et en définissant les moyens de prévention correspondants.

Afin d'assurer une parfaite cohérence entre le projet et le Dossier d'Intervention Ulérieure, le concepteur doit prendre en compte, obligatoirement, les conseils du coordonnateur sécurité approuvé (ou non contestés) par le maître d'ouvrage.

### 1.3 Recommandations générales pour les interventions ultérieures

Toute intervention sur l'ouvrage, doit faire l'objet d'une demande :

- Auprès du Maître de l'Ouvrage dans le cadre d'interventions liées aux garanties décennales
- Auprès du syndicat de copropriété pour les interventions d'entretiens courants du bâtiment

#### **Prévention des accidents :**

Toute entreprise appelée à intervenir sur le site est tenue de respecter et de faire respecter par son personnel la réglementation en vigueur au moment des travaux.

De plus l'entreprise prendra les dispositions nécessaires pour respecter et faire respecter par son personnel les dispositions particulières qui lui seront transmises par le Maître d'Ouvrage ou le syndicat de copropriété.

#### **Réseau de l'exploitation :**

La consignation des réseaux est à la charge du Maître d'Ouvrage, qui doit désigner une personne habilitée.

→ Il est impératif de diffuser les PV de consignations avant tout démarrage de travaux.

Si certains réseaux électriques doivent rester en service, un système de protection et de signalisation réglementaire (danger électrique) seront mis en place.

Les autres réseaux (eau, courants faibles) sont soumis aux mêmes procédures de consignations.

Les PV consignation seront remis à l'ensemble des intervenants.

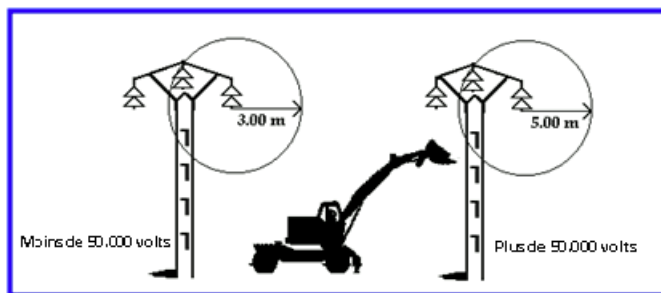
#### **Déclaration de Travaux :**

Le Maître d'Ouvrage doit faire la DT et la joindre au DCE avec le numéro nécessaire à l'établissement des futures DICT. Si les concessionnaires de réseaux à risque (EDF, GAZ, Vapeur, que ce soit en aérien ou enterré) lui ont indiqué des réseaux classés en B ou C, alors le maître d'ouvrage engagera les travaux nécessaires à leurs classements en A avant le démarrage des travaux.

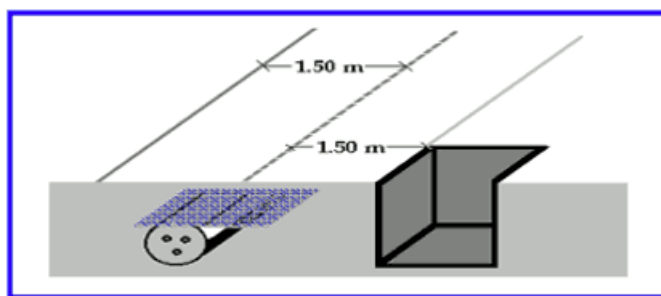
#### **Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux :**

L'entrepreneur devra procéder, dans les formes et délais prescrits par la réglementation, à la déclaration d'intention de commencement de travaux auprès de chaque gestionnaire de réseaux concerné par les travaux suivant la DT.

**Lignes aériennes :** La zone de protection des lignes électriques



**Canalisations en réseaux enterrés :** Zone de protection des canalisations et câbles



Lorsque les travaux de terrassements, de fouilles, de fossé, de forage, etc...doivent être effectués au voisinage de canalisations ou de réseaux souterrains, le parcours de ceux-ci doit être balisé de façon visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions,

peintures...

Le chef d'entreprise est tenu :

- De prévenir l'exploitant du réseau concerné avant le début des travaux.
- De désigner une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent à moins de 1.50m des canalisations et installations électriques souterraines.

Néanmoins, si des réseaux enterrés sont découverts en cours de travaux, il convient d'appliquer la procédure suivante :

- Arrêter les travaux
- Conforter la zone si nécessaire et baliser celle-ci
- Informer le ou les concessionnaires, et suivre leurs instructions
- Informer le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur de sécurité

## 2 // Clauses particulières

### 2.1 Renseignements d'ordre administratif:

2.1.1 Présentation de l'ouvrage	
<b>Situation géographique :</b> 69 Rue La Mollard 74400 CHAMONIX	
<b>Objet des travaux réalisés :</b> Extension et Réhabilitation PGHM	
<b>Durée globale des travaux réalisés :</b> Début du projet : 00/00/0000 Durée : 15 mois	
<b>Liste des lots :</b>	<b>Entreprises connues :</b>
LOT 1 VRD TERRASSEMENT	
LOT 2 DEMOLITION CURAGE DESAMANTAGE	
LOT GROS OEUVRE	
LOT MENUISERIES EXTERIEURES	
LOT MENUISERIES INTERIEURES	
LOT SERRURERIE METALLERIE	
LOT PLATRERIE PEINTURE FAUX PLAFOND	
LOT SOLS SOUPLES SOLS DURS	
LOT CHARPENTE	
LOT COUVERTURE ZINGUERIE ETANCHEITE	
LOT CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE – SANITAIRES	
LOT ELECTRICITE	



--	--



**Liste des intervenants de l'opération :****Le Coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé :**

Bruno DUMONTET  
 PMM - Agence Rhône-Alpes  
 ZI LA RIZE 3, avenue Karl Marx  
 69120 VAULX-EN-VELIN  
 bruno.dumontet@pmmconseil.com  
 06 25 59 79 21

**Le Maître d'Ouvrage :**

Julien VIALATTE  
 BUREAU DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT - MINISTERE DE L'INTERIEUR  
 20 rue de l'Espérance  
 69003 LYON  
 julien.vialatte@interieur.gouv.fr  
 06 44 32 44 57

**La Maîtrise d'œuvre :**

Etienne MEGARD  
 MEGARD ARCHITECTES  
 44, place Saint Vincent de Paul  
 1400 CHATILLON SUR CHALARONNE  
 etienne.megard@megardarchitectes.fr  
 0662135440

**Concessionnaires :**

Numéro de DT :		en date du :		Nota :	
----------------	--	--------------	--	--------	--

DÉSIGNATION	ADRESSES	TÉLÉPHONE / FAX
-------------	----------	-----------------

Le délai de la DT étant de 3 mois il incombe au MO de prendre les mesures nécessaires.

**Organismes de prévention et administrations :**

DÉSIGNATION	ADRESSES	TÉLÉPHONE / FAX
INSPECTION DU TRAVAIL	48, Avenue de la République	04 50 88 28 89
CARSAT	Immeuble Le Citadelle 21 av des Hirondelles	04 50 66 68 00
O.P.P.B.T.P	Bâtiment Andromède 3 rue des Méridiens	04 76 46 92 68

**Services d'urgences :**

DÉSIGNATION	TÉLÉPHONE
Secours	112
SAPEURS-POMPIERS En cas d'accident sur la voie publique, d'incendie ou de tout autre sinistre	18
S.A.M.U en cas d'urgence médicale	15
GENDARMERIE	17

**RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION**

1. Éviter les risques.
2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
3. Combattre les risques à la source.
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
8. Prendre des mesures de protection collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelles.
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Ces consignes visent les risques qui n'ont pas pu être éliminés lors du choix des techniques et méthodes de travail.

À ce titre, elles doivent :

- informer le personnel des risques résiduels présentés par le travail,
- indiquer au personnel les mesures de sécurité à prendre,
- exiger éventuellement le port d'équipements de protection individuelle.

Observation : les points 4 et 9 concernent plus particulièrement les entreprises.

## **EVALUATION DES RISQUES PARTICULIERS ET MOYENS DE PREVENTION :**

Rappel des risques particuliers suivant l'arrêté du 25/02/2003 pris pour l'application de l'article L235-6 du code du travail :

CHUTE DE HAUTEUR  
ENSEVELISSEMENT OU ENLISEMENT  
SUBSTANCE CHIMIQUE OU AGENT BIOLOGIQUE  
AMIANTE  
RADIATIONS  
ELECTROCUTION OU ELECTRISATION  
NOYADE  
CONFINEMENT  
PLONGEE APPAREILLE  
HYPERBARE  
DEMOLITION  
EXPLOSIFS  
LEVAGE  
ELEMENTS PREFABRIQUE

Risques particuliers concernés :

CHUTE DE HAUTEUR  
ENSEVELISSEMENT OU ENLISEMENT  
SUBSTANCE CHIMIQUE OU AGENT BIOLOGIQUE  
AMIANTE  
RADIATIONS  
ÉLECTROCUTION OU ÉLECTRISATION  
CONFINEMENT  
DÉMOLITION  
LEVAGE  
ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS

Risques Particuliers :	Moyens de prévention :	Fiches d'Interventions Ultérieures (Voir chapitre suivant) :
Chute de hauteur	<p>Outres les dispositions réglementaires, qui lui sont applicables, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Toute dénivellation d'un poste de travail ou d'une aire de circulation du personnel présentant un risque, doit être équipée d'une protection collective contre les chutes de hauteur (garde-corps rigides répondant aux dispositions de l'article R4323-58 à 61 du décret n°2008-244 du 07/03/08). Les entreprises concernées proposeront une évaluation des risques si elles ne peuvent pas installer les dispositions de l'article R 4323-58 qui s'impose par défaut.</b></li> <li>● l'usage d'une échelle comme poste de travail; sera rigoureusement interdit. Pour toutes les interventions ponctuelles jusqu'à 3 mètres de hauteur, il sera prescrit l'utilisation de plates-formes de travail roulantes.</li> <li>● au-delà de 3 mètres de hauteur, l'utilisation d'échafaudage ou de plates-formes fixes, ou d'élévateur de personnel sera prescrite.</li> <li>● il est rappelé que le recours à la protection individuelle contre les chutes de hauteur (harnais) ne peut être admis que: <ul style="list-style-type: none"> <li>○ pour le cas de travaux non répétitifs</li> <li>○ pour la pose et la dépose des protections collectives</li> <li>○ les accès aux postes de travail en hauteur devront être réalisés comme suit: <ul style="list-style-type: none"> <li>■ hauteur inférieure à 3 m: l'emploi d'une échelle est toléré</li> <li>■ hauteur supérieure à 3 m : l'entreprise précisera les moyens qu'elle compte utiliser en accord avec le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	1, 9, 10, 4, 3
Confinement	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Les entreprises doivent mettre en place un système d'identification du nombre de personne présente dans l'ouvrage.</li> <li>● Radio chantier obligatoire à l'intérieur de l'ouvrage.</li> </ul>	10, 9, 7, 1
Amiante	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Tout bâtiment dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997 doit faire l'objet de diagnostics amiante avant travaux et/ou démolition.</li> <li>● Suivre les procédures édictées dans le document N° ED 6091 de l'INRS (consultable sur Internet).</li> <li>● Le personnel de l'entreprise devra être habilité aux travaux et devra être suivi spécifiquement par la médecine du travail de celle-ci.</li> </ul>	1, 3, 4

<p>Ensevelissement ou enlèvement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le terrassement en pleine masse sera étudié afin d'avoir un talutage périphérique de rapport 3/2. Si le rapport doit être plus vertical pour des raisons d'espace de travail, l'étude devra prendre en compte le dossier géotechnique afin de déterminer une pente de fouille compatible avec la stabilité du sol à La mise en place d'une stabilisation sur le talutage sera effectuée si nécessaire (grillage, ancrages, béton projeté, etc...)</li> <li>Prévoir un espace suffisant pour la circulation entre le talutage sécurisé et le pied des banches. En ce qui concerne notamment les travaux de pose des réseaux d'assainissement, les fouilles en tranchées seront protégées conformément aux dispositions réglementaires.</li> <li>Toute fouille sera signalée et entourée.</li> <li>Le blindage des fouilles, si nécessaire, sera exécuté conformément au Décret du 01/09/2004 modifié.</li> <li>Les fouilles d'une profondeur supérieure à 1,30 ml et d'une largeur égale ou inférieure aux 2/3 de la profondeur, seront blindées.</li> <li>Les parois des fouilles en tranchées autres que celles qui sont visées à l'alinéa précédent, ainsi que les parois des fouilles en excavation ou en butte, doivent être aménagées, eu égard à la nature et à l'état des terres, de façon à prévenir les éboulements. Si cette condition n'est pas remplie, des blindages, étrépillons ou des étais appropriés à la nature et à l'état des terres doivent être mis en place. Ces mesures de protection prescrites ne doivent pas être réduites ou supprimées lorsque les terrains sont gelés sous l'influence des conditions atmosphériques.</li> <li>Un blindage sera également mis en place pour toute fouille d'une profondeur inférieure à 1,30 ml si les matériaux rencontrés n'ont pas une cohésion suffisante pour assurer leur stabilité.</li> <li>Pour le cas de protection par "talutage" des parois de la fouille, l'inclinaison des parois, par rapport à l'horizontale, ne devra pas être supérieure à un rapport 3/2).</li> <li>Les fouilles en tranchées, d'une profondeur supérieure à 4 mètres, devront être l'objet d'une étude spécifique, qui sera soumise à l'agrément du Maître d'Œuvre.</li> <li>Les fouilles et tranchées laissées ouvertes seront balisées impérativement.</li> <li>Les fouilles en tranchées seront remblayées au plus tôt.</li> <li>Les regards d'assainissement seront maintenus fermés, même en phase provisoire.</li> </ul> <p><b>TESTTT</b></p>	<p>1, 2, 5, 10, 9, 8</p>
<p>Electrocution ou électrisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>TRAVAUX D'ORDRE NON ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRIQUE : Application de l'UTE C 18-510.</li> <li>OPERATIONS D'ORDRE NON ELECTRIQUE : Les opérations d'ordre non électrique effectuées sur ou au voisinage des ouvrages électriques peuvent être confiées à des personnes non qualifiées dans le domaine électrique mais ayant reçu une formation à la sécurité électrique et habilitées à cet effet ou placées sous la surveillance d'un surveillant de sécurité électrique.</li> <li>OPERATIONS D'ORDRE ELECTRIQUE : Les opérations d'ordre électrique effectuées sur les ouvrages électriques doivent être confiées à des personnes qualifiées.</li> </ul> <p>Nota :</p> <p><b>Domaine BT</b> : Le personnel d'exécution de l'entreprise doit posséder une habilitation B1 au minimum pour les travaux hors tension (B1V au voisinage et B1T sous tension)</p> <p><b>Domaine HT</b> : Le personnel d'exécution de l'entreprise doit posséder une habilitation H1 au minimum pour les travaux hors tension (H1V au voisinage et H1T sous tension)</p>	<p>1, 2, 5, 6, 7, 9</p>

Substance chimique ou agent biologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous travaux dont la nature fait apparaître des substances chimiques, l'entreprise prendra soin de se référer au FDS, fiche sécurité INRS, ou autre source de référence, afin de mettre en place les mesures adéquates de protection (individuel et collective) pour ses intervenants et les populations.</li> <li>• Une information spécifique et un suivi médical de son personnel devra être mise en place.</li> <li>• Tous les déchets générés, stockage, etc. devront être étudiés afin de limiter la dissémination des produits.</li> </ul> <p>Pour l'utilisation de produit chimique, l'entreprise prend en compte les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Son utilisation sera justifiée.</li> <li>• L'entreprise signalera ses travaux lors de la réunion de chantier.</li> <li>• L'entreprise devra joindre les FDS dans son PPSPS.</li> <li>• L'entreprise respectera les instructions du fabricant (prescription, port des EPI spécifique, formation des intervenants ...).</li> <li>• L'entreprise organisera son travail afin de limiter les gênes pour les autres intervenants, par exemple pour des produits dégazant : aération des locaux, mise en place d'extracteur, périmètre de sécurité interdit pour les autres intervenants, isolement des zones en travaux, décalage des travaux dans les horaires plus tardifs, ou tout autre moyen nécessaire.</li> </ul> <p>L'entreprise organisera son travail afin de limiter les gênes pour les autres intervenants, par exemple pour des produits dégazant : aération des locaux, mise en place d'extracteur, périmètre de sécurité interdit pour les autres intervenants, isolement des zones en travaux, décalage des travaux dans les horaires plus tardifs, ou tout autre moyen nécessaire.</p>	10, 9, 1
Radiations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les intervenants évoluant sous les chaleurs au soleil, devront avoir des vêtements couvrant pour limiter les effets d'insolations et de déshydratation.</li> <li>• Des poses régulières devront être organisées, avec un apport d'eau fraîche importante, ainsi que la possibilité de prise de douche.</li> <li>• Les travaux devront être limités en pénibilités, et les travaux à risque décalés à des heures moins contraignantes.</li> </ul> <p>L'entreprise peut mettre en place des toitures, brumisateurs, fontaine réfrigérer afin de réduire les gênes des fortes chaleurs.</p>	1, 2, 9, 7
Levage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'implantation des moyens de levage sera effectuée suivant les essais de sol</li> <li>• Les zones d'évolution des charges seront interdites à toute circulation et lieu d'hygiène du chantier.</li> <li>• Voir code de travail et notamment les articles R4323-20 à 57</li> </ul> <p><b>GRUES MOBILES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Elles seront équipées d'un dispositif de contrôle d'état de charge.</li> <li>• L'entrepreneur transmettra au coordonnateur de sécurité le dernier compte-rendu d'épreuves et de contrôles techniques réalisés conformément à l'arrêté du 1er mars 2004 (remplaçant celui du 9 juin 1993 depuis le 1er avril 2005) pour chaque appareil de levage dès sa mise en service.</li> <li>• En outre, l'entrepreneur devra pouvoir présenter au coordonnateur de sécurité les certificats d'entretien et registre de sécurité, établis conformément à la réglementation pour chaque appareil de levage.</li> </ul>	1, 2, 3, 4, 7, 10



## 2.2 Inventaire des interventions ultérieures

### Nomenclature des documents de référence à consulter :

- **Dossier d'Ouvrage Exécuté (D.O.E)** réalisé par les entreprises et le Maître d'œuvre.
- **Plans de récolements** réalisés par les entreprises et le Maître d'œuvre.
- **Dossier Technique Amiante (DTA)** réalisé et suivi par le Maître d'Ouvrage.

### Dossier de maintenance

#### **Dispositions Générales :**

Article R4211-3 du code du travail :

Le maître d'ouvrage élabore et transmet aux utilisateurs, au moment de la prise de possession des locaux et au plus tard dans le mois qui suit, un dossier de maintenance des lieux de travail.

Ce dossier comporte notamment, outre les notices et dossiers techniques prévus aux articles R.4212-7, R.4213-4 et R.4215-3, les dispositions prises :

1. Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R.4214-2 ;
2. Pour l'accès en couverture, notamment :
  - a. Les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
  - b. Les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
  - c. Les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
3. Pour faciliter l'entretien des façades, notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
4. Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, notamment pour :
  - a. Le ravalement des halls de grande hauteur ;
  - b. Les accès aux machineries d'ascenseurs ;
  - c. Les accès aux canalisations en galerie technique, ou en vide sanitaire.

Article R4211-4 du code du travail

Le dossier de maintenance des lieux de travail indique, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition des travailleurs chargés des travaux d'entretien.

Article R4211-5 du code du travail

Le dossier de maintenance des lieux de travail est tenu à la disposition de l'inspection du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.

### Principe de fonctionnement :

Les interventions sont classées par nature de tâches, comprenant les types d'interventions, les fréquences d'interventions, les moyens habituellement utilisés, les risques identifiés spécifiques et les mesures et moyens de prévention mis en place pour palier à ces risques.

Les fiches de ce document devront être complétées par les intervenants ultérieurs si des modifications des procédures indiquées sont nécessaires.

Fiche n°1 : GENERALITES

Fiche n°2 : DISPOSITION ET EQUIPEMENTS DIVERS

Fiche n°3 : INTERVENTIONS EN TOITURE

Fiche n°4 : INTERVENTIONS FACADES BATIMENT

Fiche n°5 : INTERVENTIONS SUR LES RESEAUX BATIMENT

Fiche n°6 : INTERVENTIONS RESEAUX ELECTRIQUES DE DISTRIBUTION BATIMENT

Fiche n°7 : INTERVENTIONS LOCAUX TECHNIQUES

Fiche n°8 : INTERVENTIONS SUR ESPACES VERTS

Fiche n°9 : INTERVENTIONS SUR RESEAUX SECS

Fiche n°10 : INTERVENTIONS SUR RESEAUX HUMIDES

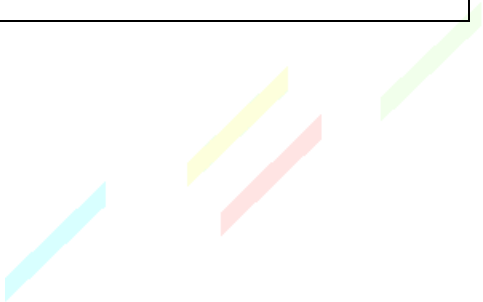


## **3 // Fiches d'interventions ultérieures**

# FICHE n°1 : GENERALITES

IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS RISQUE(S) IDENTIFIE(S) FREQUENCE DES INTERVENTIONS	DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES De nature à faciliter les interventions ultérieures
<p><b>Interventions :</b> Visite de contrôle / Nettoyage / Remise en état / Maintenance</p> <p><b>Risques :</b> Chute de plain-pied -Chute de hauteur -Chute d'objets -Incendie -Electrique - Chimique -Heurt / Renversement etc...</p> <p><b>Fréquence :</b> Selon périodicité du Maître d'Ouvrage</p>	<p><b>MOYENS DE PREVENTION ET SECURITE A METTRE EN PLACE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respecter le code du travail.</li> <li>• Elaboration d'un PdP suivant réglementation.</li> <li>• Réaliser une bonne identification des réseaux (DT DICT).</li> <li>• <b>Mise en place de signalisations réglementaires en vigueur lors des interventions sur voirie et avant toute intervention.</b></li> <li>• <b>Le port de vêtement haute visibilité est obligatoire : Soit un haut et un bas classe 2, soit seulement un haut classe 3</b></li> <li>• Port obligatoire de protections individuelles (casque, chaussures ou bottes de sécurité, gants, vêtements appropriés contre la pluie, etc....). Ces protections doivent être conformes à la réglementation en vigueur lors des interventions.</li> <li>• Toutes les interventions doivent être réalisées par du personnel habilité et qualifié et vacciné contre les maladies et infections susceptibles d'être contractées.</li> <li>• Limiter les manutentions manuelles – manutentions mécaniques conseillées.</li> <li>• Déplacement de cheminements piétons si nécessaire avec mise en place de signalisation.</li> <li>• Mise en place de clôtures en périphérie des ouvrages concernés. Suivant le risque, un balisage et signalisation adaptées. (Ruban avertisseur, barrière, pictogramme de risque).</li> <li>• Tous les véhicules et engins mécaniques devant intervenir sont balisés et équipés d'un gyrophare, plaques service et bandes rétro réfléchissantes.</li> <li>• <b>Toute intervention en hauteur doit se faire sur un poste de travail équipé de protections collectives en priorité.</b></li> </ul> <p>En cas d'accident : Chaque équipe sur site sera dotée d'un téléphone portable. <b>N° d'urgence :</b> <b>L'appel des secours se fait par le 112</b> Ne pas paniquer, renseigner clairement, ne pas raccrocher le premier. L'entreprise doit prévoir sur le chantier 1/10 secouriste(s), et un par équipe. L'intervenant devra disposer de 1 trousse à pharmacie sur le chantier.</p> <p><b>LORS D'INTERVENTION, LES ENTREPRISES DEVRONT PRENDRE TOUTE LES DISPOSITIONS AFIN DE GARANTIR LA SECURITE DES USAGERS.</b></p>
Date de dernière mise à jour	18/01/70

Notes, plans, photos



## FICHE n°2 : DISPOSITION ET EQUIPEMENTS DIVERS

<b>IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS</b> <b>RISQUE(S) IDENTIFIE(S)</b> <b>FREQUENCE DES INTERVENTIONS</b>	<b>DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES</b> <b>De nature à faciliter les interventions ultérieures</b>
<p><b>Interventions :</b> Travaux par point chaud (Meuleuse, appareil de soudure, chalumeau) - Intervention sur les équipements techniques - Extincteurs</p> <p><b>Risques :</b> Incendie Explosion / Risque pour les installations</p> <p><b>Fréquence :</b> Selon périodicité du Maître d'Ouvrage</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avoir un extincteur approprié</li> <li>• Respecter la Procédure de Prévention des Risques décrite en <b>2.1.3</b></li> <li>• Arrêt des travaux par point chaud 30 min avant le départ des intervenants.</li> </ul> <p>Voir permis feu page suivante</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Se référer aux notices d'entretien des matériels techniques</li> <li>• Respecter les règles de sécurité de la <b>fiche n°1</b></li> </ul> <p>Utiliser les équipements d'accès pour descendre dans les regards (crosse de maintien et échelons + harnais si regard &gt; 3 mètres).</p> <p>Voir attestation de consignation page suivante</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration d'un plan de prévention</li> <li>• Extincteurs installés à hauteur d'homme</li> <li>• Appareils CE</li> </ul>
<p>Date de dernière mise à jour</p>	<p>18/01/70</p>

Notes, plans, photos



### FICHE n°3 : INTERVENTIONS EN TOITURE

<b>IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS RISQUE(S) IDENTIFIE(S) FREQUENCE DES INTERVENTIONS</b>	<b>DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES</b> <b>De nature à faciliter les interventions ultérieures</b>
<p><b>Interventions :</b> Etanchéité, nettoyage, maintenance des équipements</p> <p><b>Risques :</b> Travaux en hauteur / Renversement</p> <p><b>Fréquence :</b> Selon périodicité du Maître d'Ouvrage</p>	<p><b>Accès :</b></p> <p>L'accès aux toitures terrasses se fait depuis l'intérieur via les fenêtres.</p> <p><b>Sur la toiture terrasse :</b></p> <p>En cas de vérification visuelle à plus de 2 mètres du bord de la toiture aucune mesure de sécurité n'est préconisée.</p> <p>Dans le cas contraire, et en l'absence de protections collectives, mettre des protections provisoires sinon s'ancrer aux points d'ancrages intégrés suivant décision du MO pour les interventions de courte durée. Au minimum: 1 harnais avec 1 longe de 2m avec absorbeur et 2 mousquetons.</p> <p>1 personne maximum par point d'ancrage obligatoirement</p> <p>La présence d'un absorbeur d'énergie est nécessaire sur l'EPI</p> <p><b>Sur la toiture en pentes :</b></p> <p>Privilégier la pose de protections collectives en bas de pente et bords de rive, mise en place d'échelle de charpentier avec dispositif EPI d'accroche intégré Sinon s'ancrer aux points d'ancrages intégrés suivant décision du MO pour les interventions de courte durée. Au minimum: 1 harnais avec 1 longe de 2m avec absorbeur et 2 mousquetons.</p> <p>1 personne maximum par point d'ancrage obligatoirement</p> <p>La présence d'un absorbeur d'énergie est nécessaire sur l'EPI</p> <p><b>Accès :</b></p> <p>Pour accéder à la toiture terrasse, il est obligatoire de mettre en place un moyen d'accès sécurisé (Echafaudage de pieds, tour d'accès, nacelle élévatrice par du personnel habilité)</p> <p><b>Sur la toiture terrasse :</b></p> <p>La toiture terrasse n'est pas équipée de protections collectives selon décision du Maître d'Ouvrage.</p> <p>Les entreprises mettront en place des protections collectives adaptées avant tous travaux</p> <p>Voir photo ci-après</p>
<p>Date de dernière mise à jour</p>	<p>18/01/70</p>

Notes, plans, photos





# FICHE n°4 : INTERVENTIONS FACADES BATIMENT

<b>IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS</b> <b>RISQUE(S) IDENTIFIE(S)</b> <b>FREQUENCE DES INTERVENTIONS</b>	<b>DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES</b> <b>De nature à faciliter les interventions ultérieures</b>
<p><b>Interventions :</b> Entretien</p> <p><b>Risques :</b> Chute, Renversement</p> <p><b>Fréquence :</b> Selon périodicité du Maître d'Ouvrage</p>	<p><b>Interventions en élévation sur la façade :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention avec nacelle élévatrice (prévoir formation du personnel et vérification de nacelle tous les 6 mois).</li> <li>- Utiliser la surface de répartition autour du bâtiment pour appui des stabilisateurs et neutraliser la zone concernée.</li> <li>- Arrimage de l'échafaudage.</li> <li>- Condamnation des accès.</li> <li>- Nettoyage avec outil à manche télescopique possible.</li> </ul> <p>- Respecter les règles de sécurité de la <b>fiche N°1</b>.</p>
<p>Date de dernière mise à jour</p>	<p>18/01/70</p>

Notes, plans, photos



## FICHE n°5 : INTERVENTIONS SUR LES RESEAUX BATIMENT

<b>IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS RISQUE(S) IDENTIFIE(S) FREQUENCE DES INTERVENTIONS</b>	<b>DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES</b> <b>De nature à faciliter les interventions ultérieures</b>
<p><b>Interventions :</b> Travaux sur les réseaux d'énergie et fluides - Contrôle - Entretien</p> <p><b>Risques :</b> Risques liés à la circulation et à la présence d'un grand nombre de réseaux</p> <p><b>Fréquence :</b> Selon périodicité du Maître d'Ouvrage</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- D.I.C.T. à établir auprès des concessionnaires et exploitants.</li> <li>- Les consignations des réseaux devront être établies</li> <li>- Si découverte d'un réseau inconnu, arrêter les travaux et prévenir les concessionnaires immédiatement.</li> <li>- Plans consignation des réseaux.</li> <li>- Identification des canalisations et vannes. Extincteur.</li> <li>- Accès facile aux vannes pour les personnes désignées ou commande à distance avec possibilité de dépannage et entretien. Possibilité de consignation pour : condamnation des vannes, contrôle de l'absence d'énergie, conception des purges. Accès facile aux réseaux (vide technique de hauteur minimale 175 cm). Eclairages définitifs. Résistance suffisante pour les intervenants et le matériel ou démontage et remontage aisé du faux plafond.</li> <li>- Moyens d'accès suffisants. Eclairage définitif et de sécurité. Position des vannes facilitant les manœuvres.</li> <li>- Fourniture de plans de recollement des installations.</li> <li>- Vannes et robinets d'arrêt.</li> </ul> <p>- Respecter les règles de sécurité de la <b>fiche N°1</b>.</p> <p><b>Risques : Occupants / Installations</b></p> <p>Définir un « protocole d'intervention » en liaison avec un responsable mandaté de l'établissement. Ce protocole définira les contraintes spécifiques et les informations liées à la vocation du site et à connaître par l'entreprise intervenante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• horaires possibles d'intervention</li> <li>• Conditions d'accès pour les salariés et les véhicules</li> <li>• Modalités d'approvisionnement</li> <li>• Détermination des zones de stockages</li> </ul> <p>Ces contraintes ou informations pourront, si nécessaire, faire l'objet d'un plan de prévention complété avec les dispositions du règlement intérieur et aménagé sous la responsabilité du chef d'établissement</p> <p>-Faire programmer, dans la mesure du possible, les interventions en période de moindre occupation des locaux.</p> <p><b>Risques : Incendie</b></p> <p>-Isolement des zones de travaux, matérialisation des cheminements, maintien des circulations : la délimitation des zones de travaux devra être réalisée au moyen de dispositifs en mesure de ne pas s'opposer au passage des occupants en cas de sinistres. Le type de dispositif prévu devra être soumis à l'agrément du donneur d'ordres. Il pourra être constitué de barrières en plastique, de rubans extensibles. Les stockages et équipements ne devront pas entraver le</p>

	<p>déplacement des occupants dans les circulations non concernées par les travaux ; ils devront être maintenus en permanence dans les périmètres de sécurité.</p> <p>- Respecter les règles de sécurité de la <b>fiche N°1</b>.</p>
Date de dernière mise à jour	18/01/70

Notes, plans, photos



# FICHE n°6 : INTERVENTIONS RESEAUX ELECTRIQUES DE DISTRIBUTION BATIMENT

<b>IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS RISQUE(S) IDENTIFIE(S) FREQUENCE DES INTERVENTIONS</b>	<b>DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES</b> <b>De nature à faciliter les interventions ultérieures</b>
<p><b>Interventions :</b> Interventions sur les armoires électriques / chemins de câbles</p> <p><b>Risques :</b> Electrocution / Electrisation</p> <p><b>Fréquence :</b> Selon périodicité du Maître d'Ouvrage</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définir les habilitations et les restrictions de distribution des clefs d'accès aux armoires électriques.</li> <li>- Définir un « protocole d'intervention » en liaison avec un responsable mandaté de l'établissement. Ce protocole définira les contraintes spécifiques et les informations liées à la vocation du site et à connaître par l'entreprise intervenante :</li> <li>- Horaires possibles d'intervention</li> <li>- Secteur concerné par mise hors tension des circuits</li> <li>- Circulation à aménager ou à protéger.</li> </ul> <p>incidence sur l'éclairage de secours et la détection incendie avec mesures compensatoires à faire prendre le cas échéant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ces contraintes ou informations pourront, si nécessaire, faire l'objet d'un plan de prévention complété avec les dispositions du règlement intérieur aménagé sous la responsabilité du chef d'établissement</li> <li>- Faire programmer, dans la mesure du possible, les interventions en période de moindre utilisation des locaux.</li> <li>- Isolement des zones de travaux, matérialisation des cheminements, maintien des circulations : la délimitation des zones de travaux devra être réalisée au moyen de dispositifs en mesure de ne pas s'opposer au passage des occupants en cas de sinistres. Le type de dispositif prévu devra être soumis à l'agrément du donneur d'ordres. Il pourra être constitué de barrières en plastique, de rubans extensibles.</li> </ul> <p>Les stockages et équipements ne devront pas entraver le déplacement des occupants dans les allées non concernées par les travaux ; ils devront être maintenus en permanence dans les périmètres de sécurité. Vérifier la présence des schémas unifilaires dans les armoires (schémas à mettre à jour après chaque travail modificatif).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Titre d'habilitation des électriciens (entreprises intervenantes, agent du maître d'ouvrage ou de l'établissement) adapté à la nature de l'intervention et établi suivant dispositions prescrites par recueil UTE 18510.</li> <li>- Procédure de consignation, si nécessaire en cas d'intervention dans l'une des armoires ou le TGBT</li> </ul> <p>(voir modèle attestation de consignation sur la fiche n°2) avec une personne compétente, à désigner par le donneur d'ordres, pour toute intervention dans le local TGBT.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérifier la fermeture des armoires ou des coffrets de commandes électriques lorsque ceux-ci ne sont pas sous la surveillance directe d'un salarié.</li> <li>- Utiliser des outils électroportatifs de classe II.</li> <li>- <b>S'assurer de la conformité des prises mises par l'établissement à la disposition des entreprises (présence d'un disjoncteur différentiel 30 mA en tête de réseau).</b></li> </ul> <p><b>Risques : Heurt avec le matériel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eviter de laisser « courir les rallonges au sol » dans les zones de passage des occupants (rechercher les passages le long des murs et en plafonds).</li> </ul> <p><b>Risques : Poste de travail isolé</b></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir dans la mesure du possible l'intervention de 2 salariés lorsque l'intervention se déroule en l'absence d'activité dans l'établissement.</li> </ul> <p><b>Risques divers :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller aux incidences possibles de l'intervention sur les installations d'alarme incendie et sur l'éclairage de sécurité. Faire prendre, si nécessaire, des mesures compensatoires par l'établissement.</li> <li>- Respecter les règles de sécurité de la <b>fiche N°1</b>.</li> </ul>
Date de dernière mise à jour	18/01/70

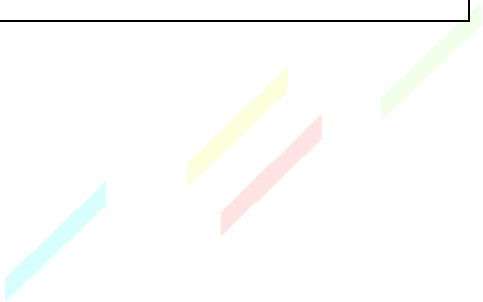
Notes, plans, photos





FICHE n°7 : INTERVENTIONS LOCAUX TECHNIQUES	
IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS RISQUE(S) IDENTIFIE(S) FREQUENCE DES INTERVENTIONS	DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES De nature à faciliter les interventions ultérieures
<p><b>Interventions</b> : Intervention dans les locaux techniques en sous-sol</p> <p><b>Risques</b> : Intoxication, Incendie, Explosion</p> <p><b>Fréquence</b> : Selon périodicité du MO</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en fonction les extracteurs d'air</li> <li>- Les interventions dans les espaces confinés (gainés, etc..) nécessitent des mesures de l'air et l'intervention de 2 personnes habilitées minimum équipées de détecteurs de gaz et lampe autonome.</li> <li>- Baliser les circulations.</li> <li>- Respecter les règles de sécurité de la <b>fiche N°1</b>.</li> </ul>
Date de dernière mise à jour	18/01/70

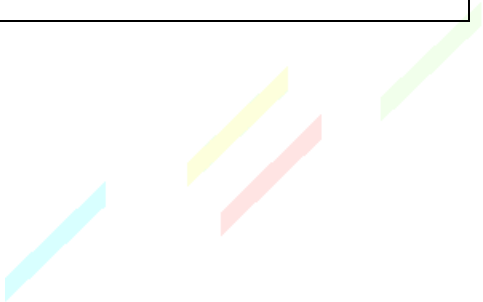
Notes, plans, photos



## FICHE n°8 : INTERVENTIONS SUR ESPACES VERTS

<b>IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS RISQUE(S) IDENTIFIE(S) FREQUENCE DES INTERVENTIONS</b>	<b>DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES</b> <b>De nature à faciliter les interventions ultérieures</b>
<b>Interventions :</b> Entretien  <b>Risques :</b> Renversement, Heurt avec engin  <b>Fréquence :</b> Selon périodicité du MO	<p><b>Respecter les règles de sécurité de la fiche N°1</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'un plan de prévention</li> <li>- Balisage ou signalisation selon les prescriptions de l'exploitant</li> <li>- Balisage obligatoire si la zone de travail est proche d'une voie de circulation.</li> <li>- Le port de vêtement haut visibilité est obligatoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soit un haut et un bas classe 2</li> <li>- Soit seulement un haut classe 3</li> </ul> </li> <li>- Port obligatoire de protections individuelles (casque, chaussures ou bottes de sécurité, gants, lunettes, protections auditives, vêtements appropriés contre la pluie, gilet rétro réfléchissant de classe II mini). Ces protections doivent être conformes à la réglementation en vigueur lors des interventions.</li> </ul>
<b>Date de dernière mise à jour</b>	18/01/70

Notes, plans, photos



## FICHE n°9 : INTERVENTIONS SUR RESEAUX SECS

<b>IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS</b> <b>RISQUE(S) IDENTIFIE(S)</b> <b>FREQUENCE DES INTERVENTIONS</b>	<b>DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES</b> <b>De nature à faciliter les interventions ultérieures</b>
<p><b>Interventions :</b> Travaux sur les réseaux d'énergie, Contrôle, Entretien, Interventions sur les armoires électriques, chemins de câbles</p> <p><b>Risques :</b> Electrocuton / Electrisation</p> <p><b>Fréquence :</b> Selon périodicité du MO</p>	<p><b>Respecter les règles de sécurité de la fiche N°1.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DT DICT à établir auprès des concessionnaires.</li> <li>- Fourniture de plans de récolement des installations.</li> <li>- Les consignations des réseaux devront être établies.</li> <li>- Plans consignation des réseaux.</li> <li>- Si découverte d'un réseau inconnu, arrêter les travaux et prévenir les concessionnaires immédiatement.</li> <li>- Définir les habilitations et les restrictions de distribution des clefs d'accès aux armoires électriques.</li> <li>- Définir un « protocole d'intervention » en liaison avec un responsable mandaté. Ce protocole définira les contraintes spécifiques et les informations liées à la vocation du site et à connaître par l'entreprise intervenante :</li> <li>- Horaires possibles d'intervention</li> <li>- Secteur concerné par mise hors tension des circuits</li> <li>- Circulation à aménager ou à protéger.</li> <li>- Ces contraintes ou informations pourront, si nécessaire, faire l'objet d'un plan de prévention.</li> <li>- Titre d'habilitation des électriciens (entreprises intervenantes, agent du maître d'ouvrage) adapté à la nature de l'intervention et établi suivant dispositions prescrites par recueil UTE 18510.</li> <li>- Procédure de consignation, si nécessaire en cas d'intervention dans l'une des armoires avec une personne compétente, à désigner par le donneur d'ordres.</li> <li>- Vérifier la fermeture des armoires ou des coffrets de commandes électriques lorsque ceux-ci ne sont pas sous la surveillance directe d'un salarié.</li> <li>- Utiliser des outils électroportatifs de classe II.</li> </ul>
<p>Date de dernière mise à jour</p>	<p>18/01/70</p>

Notes, plans, photos



## FICHE n°10 : INTERVENTIONS SUR RESEAUX HUMIDES

IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS RISQUE(S) IDENTIFIE(S) FREQUENCE DES INTERVENTIONS	DOCUMENT / OBSERVATION / DISPOSITIONS PREVUES De nature à faciliter les interventions ultérieures
<p><b>Interventions :</b> Entretien des regards de visite, Nettoyage des caniveaux, cunettes et avaloirs, Intervention depuis la voirie hors autoroute</p> <p><b>Risques :</b> Risque de chutes, heurt, renversement</p> <p><b>Fréquence :</b> Selon périodicité du MO</p>	<p><b>Respecter les règles de sécurité de la fiche N°1</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'un plan de prévention</li> <li>- Balisage ou signalisation selon les prescriptions de l'exploitant</li> <li>- Balisage obligatoire si la zone de travail est proche d'une voie de circulation.</li> <li>- Le port de vêtement haut visibilité est obligatoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soit un haut et un bas classe 2</li> <li>- Soit seulement un haut classe 3</li> </ul> </li> <li>- Port obligatoire de protections individuelles (casque, chaussures ou bottes de sécurité, gants, lunettes, protections auditives, vêtements appropriés contre la pluie, gilet rétro réfléchissant de classe II mini). Ces protections doivent être conformes à la réglementation en vigueur lors des interventions.</li> <li>- Utiliser les échelons et les crosses qui équipent les regards.</li> <li>- Utilisation de matériel adapté pour la manutention des tampons</li> <li>- Demander une autorisation de voirie si besoin.</li> </ul>
Date de dernière mise à jour	18/01/70

Notes, plans, photos